

Paris, le 4 septembre 2015

Communiqué de Presse

L'USPO appelle au rassemblement

Un plan médicament de 3.5 milliards d'économies sur 3 ans décidé par le gouvernement en avril 2014 est programmé dans les PLFSS de 2015 à 2017. Il entraîne des baisses de prix inégalées depuis le début de l'année.

De nouvelles baisses prévues pour fin 2015 et 2016 vont aggraver la situation de la profession qui ne peut pas supporter tous ces efforts supplémentaires concentrés sur le poste médicament, sans parler du risque de déremboursement de certaines spécialités.

La baisse de marge de 2.25% sur les 7 premiers mois de l'année 2015 est sans appel. La réforme de la rémunération signée le 21 mai 2014, malgré l'annonce du plan d'économies du gouvernement, n'est pas la solution et ne donne aucune lisibilité à nos entreprises.

L'USPO partage et soutient l'exaspération de nos confrères. Plus de 8 000 pharmaciens ont déjà écrit au directeur de l'UNCAM pour demander une véritable négociation. Cette mobilisation sans précédent est un message très clair pour le gouvernement et montre que les pharmaciens ne sont pas dupes.

On nous avait fait beaucoup espérer avec cette réforme mais la profession n'a récolté qu'un « chèque en bois ».

La pétition « NON aux déremboursements » posée sur les comptoirs est un succès tout comme la pétition lancée l'année dernière. Nous sommes proches de nos patients et leur soutien est précieux.

Si nous devons peser sur les décisions, nous ne pouvons être en deçà de ce que nous avons réussi à faire le 30 septembre 2014, au risque de perdre toute crédibilité aux yeux des pouvoirs publics.

Au vue de l'urgence, l'USPO appelle au rassemblement de toute la profession : syndicats, ordre, groupements, étudiants, et toutes autres structures pour décider ensemble d'une action commune.

A l'unanimité du conseil d'administration, l'USPO va contacter les différents acteurs pour convenir très rapidement d'une réunion nationale et dégager ensemble un plan d'action d'envergure à la hauteur des attentes de tous nos confrères.

Gilles Bonnefond et Le Conseil d'Administration de l'USPO à l'unanimité